



Changeons l'avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural.

Discours de Sa Sainteté le Pape François

Monsieur le Directeur général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je remercie le Directeur général de la FAO, M. José Graziano de Silva, de son invitation et de ses aimables paroles de bienvenue. Je salue chaleureusement les autorités qui nous accompagnent, de même que les représentants des États Membres et tous ceux qui nous écoutent dans les divers bureaux de la FAO à travers le monde.

Je salue en particulier les ministres de l'agriculture du G7 présents ici, qui ont menés à terme un sommet au cours duquel ont été examinées des questions qui appellent une responsabilité en ce qui concerne non seulement le développement et la production mais encore l'ensemble de la communauté internationale.

1. La célébration de la Journée mondiale de l'alimentation nous ramène au souvenir du 16 octobre 1945, lorsque les gouvernements, décidés à éliminer la faim dans le monde grâce au développement du secteur agricole, ont créé la FAO. Le monde connaissait alors une période de grave insécurité alimentaire et de déplacements de populations de grande ampleur, des millions de personnes cherchant un lieu où survivre aux misères et aux adversités causées par la guerre.

Ainsi, réfléchir aux effets de la sécurité alimentaire sur la mobilité humaine c'est revenir à l'engagement qui a donné naissance à la FAO, afin de le renouveler. La réalité actuelle exige une responsabilité accrue à tous les niveaux, non seulement pour garantir la production nécessaire et une répartition équitable des fruits de la Terre – ce qui devrait aller de soi – mais aussi et surtout pour garantir le droit de tout être humain à s'alimenter selon ses besoins, en prenant part, en outre, aux décisions qui ont une incidence sur la réalisation de ses aspirations, sans avoir à se séparer de ses proches.

Face à un objectif d'une telle envergure, ce qui est en jeu c'est la crédibilité de tout le système international. Nous savons que la coopération est toujours plus tributaire d'engagements partiels, qui vont jusqu'à limiter l'aide apportée dans les situations d'urgence. De même, les morts causées par la faim ou par l'obligation dans laquelle se trouvent les gens d'abandonner leur terre finissent par devenir des nouvelles habituelles, qui risquent de ne plus susciter que de l'indifférence. Il est donc urgent de trouver de nouvelles voies afin de transformer les possibilités dont nous disposons en garantie qui permette à chacun d'envisager son avenir avec confiance sans que celle-ci soit une illusion.

Les relations internationales offrent une capacité croissante d'apporter des réponses aux attentes de la famille humaine, à quoi s'ajoute la contribution de la science et de la technique, lesquelles, par l'analyse des problèmes, proposent des solutions adéquates. Ces progrès cependant ne parviennent pas à éliminer l'exclusion dans laquelle se trouve une grande partie de la population mondiale: combien sont victimes de la dénutrition, des guerres, des changements climatiques. Combien sont privés de travail et des biens de première nécessité et se voient contraints de laisser leur terre, s'exposant à de nombreuses et terribles formes d'exploitation. Mettre la technique au service du développement c'est



très certainement une voie à suivre, à condition que l'on arrive à mettre en place des actions efficaces pour réduire le nombre de ceux qui souffrent de la faim et maîtriser le phénomène des migrations forcées.

2. On ne peut aborder la relation entre la faim et les migrations qu'en allant à la cause profonde du problème. À cet égard, les études réalisées par les organismes des Nations Unies, de même que tant d'autres effectuées par les organisations de la société civile, convergent toutes vers une même conclusion, à savoir qu'il y a deux obstacles à surmonter: les conflits et les changements climatiques.

Comment peut-on régler *les conflits*? Le droit international nous indique les moyens de prévenir les conflits ou d'y apporter rapidement une solution, de manière à éviter qu'ils ne se prolongent, entraînant pénuries et destruction du tissu social. Songeons aux populations martyrisées par des guerres qui durent depuis des décennies, guerres qu'on aurait pu éviter ou du moins stopper mais qui propagent des effets aussi catastrophiques que cruels comme l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés. Il faut de la bonne volonté et un nécessaire dialogue pour freiner les conflits et il faut un engagement total en faveur du désarmement progressif et systématique envisagé par la *Charte des Nations Unies*, de même que pour mettre fin à la funeste plaie qu'est le trafic d'armes. À quoi bon clamer qu'à cause des conflits des millions de personnes sont victimes de la faim et de la dénutrition si on n'agit pas efficacement en faveur de la paix et du désarmement?

Quant aux *changements climatiques*, nous voyons leurs conséquences tous les jours. Grâce à la science, nous savons comment les problèmes doivent être affrontés; et la communauté internationale s'est dotée progressivement des instruments juridiques nécessaires, par exemple l'Accord de Paris, dont malheureusement certains s'éloignent. Et cependant, la négligence vis-à-vis du délicat équilibre des écosystèmes, la présomption dans la manipulation et le contrôle des ressources limitées de la planète, et l'avidité du gain refont surface. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de parvenir à un consensus concret si nous voulons éviter des conséquences plus tragiques, qui continueront de retomber sur les plus pauvres et ceux qui sont sans défense. Nous sommes appelés à proposer un changement dans nos modes de vie, dans l'emploi que nous faisons des ressources, dans les critères de production, jusqu'à la consommation, où nous constatons une augmentation des pertes et du gaspillage de nourriture. On ne peut pas se contenter de dire «les autres s'en occuperont».

Je pense que ce sont là les présupposés de tout discours sérieux sur la sécurité alimentaire envisagée dans ses relations avec le phénomène des migrations. Il est clair que les guerres et les changements climatiques sont causes de la faim, alors cessons de présenter celle-ci comme une maladie incurable. D'après les prévisions les plus récentes de vos propres experts, la production mondiale de céréales devrait augmenter jusqu'à des niveaux qui devraient permettre de consolider les réserves mondiales. Ces constatations nous donnent de l'espoir et montrent que si l'on travaille en prêtant attention aux besoins et en restant en marge des spéculations, on obtient des résultats. Les ressources alimentaires sont en effet fréquemment exposées à la spéculation, qui mesure leur valeur uniquement en fonction des avantages économiques qu'en tireront les grands producteurs ou en fonction des projections de consommation, et non pas en fonction des besoins réels des gens. C'est ainsi que l'on



favorise les conflits et le gaspillage et qu'augmente le nombre des derniers de la Terre en quête d'un avenir loin de leur terre d'origine.

3. Dans ces conditions, nous avons la possibilité et le devoir de changer de direction (cf. Enc. *Laudato si'*, 53; 61; 163; 202). Face à l'accroissement de la demande de denrées alimentaires, il est indispensable que les fruits de la terre soient à la disposition de tous. Certains estiment qu'il suffirait de réduire le nombre de bouches à nourrir pour résoudre le problème; mais ce n'est pas une solution, compte tenu de l'ampleur des gaspillages de nourriture et des modèles de consommation qui gaspillent de telles quantités de ressources. Il est aisé de réduire, en revanche le partage exige une conversion, ce qui n'est pas une mince affaire.

C'est pourquoi je me pose une question que je vous soumetts également: serait-ce trop demander que d'ajouter au vocabulaire de la coopération internationale la catégorie de l'amour, conjuguée sur les modes de la gratuité, de l'égalité de traitement, de la solidarité, de la valeur du don, de la fraternité, de la miséricorde? En effet, telles sont les facettes concrètes du terme «humanitaire», qui revient si souvent dans les activités internationales. Aimer ses frères, en prenant l'initiative, sans rien attendre en échange, nous avons là un principe évangélique qui a des correspondances dans de nombreuses cultures et religions, et qui devient le *principe d'humanité* dans la terminologie des relations internationales. Il est à souhaiter que la diplomatie et les institutions multilatérales alimentent et organisent cette capacité d'amour, car il s'agit là de la voie maîtresse qui garantit à la fois la sécurité alimentaire et la sécurité humaine dans son ensemble. Nous ne pouvons pas opérer à la seule condition que les autres le fassent aussi, ni nous limiter à avoir pitié, parce que la pitié s'arrête aux aides d'urgence, tandis que l'amour inspire la justice et il est essentiel pour réaliser un ordre social juste entre des réalités diverses qui sont prêtes à risquer la rencontre les unes des autres. Aimer, c'est contribuer à ce que chaque pays produise davantage et parvienne à l'autosuffisance alimentaire. Aimer incite à concevoir de nouveaux modèles de développement et de consommation et à adopter des politiques qui n'aggravent pas la situation des populations les moins avancées ni leur dépendance à l'égard de l'extérieur. Aimer, c'est cesser de diviser la famille humaine entre ceux qui ont le superflu, et ceux qui n'ont pas le nécessaire.

Par ses efforts, la diplomatie nous a démontré, même récemment, qu'il est possible d'arrêter le recours aux armes de destruction de masse. Nous sommes tous conscients de la capacité de destruction de ces moyens. Mais sommes-nous également conscients des effets de la pauvreté et de l'exclusion? Comment arrêter des personnes qui sont prêtes à tout, des générations entières qui peuvent disparaître car elles n'ont pas leur pain quotidien, qui sont victimes de violences ou des changements climatiques? Elles se dirigent vers les endroits où elles entrevoient une lumière ou perçoivent un espoir de vie. Elles ne pourront pas être arrêtées par des obstacles physiques, économiques, législatifs, idéologiques: elles ne pourront être arrêtées que par une application cohérente du *principe d'humanité*. Mais ce que nous voyons au lieu de cela, c'est une diminution de l'aide publique au développement et une contraction des activités des institutions multilatérales, tandis que l'on a recours à des accords bilatéraux qui subordonnent la coopération au respect de programmes et d'alliances déterminés ou, plus simplement, à une tranquillité momentanée. La gestion de la mobilité humaine nécessite au contraire une action intergouvernementale coordonnée et



systématique, conduite dans le respect des normes internationales en vigueur et dictée par l'amour et l'intelligence. Il s'agit de parvenir à une rencontre des peuples qui soit enrichissante pour tous et génératrice d'union et de dialogue, et non pas d'exclusion et de vulnérabilité.

Permettez-moi ici d'entrer dans le vif du débat relatif à la vulnérabilité, qui est cause de division au niveau international lorsqu'on parle des immigrants. Est vulnérable celui qui se trouve dans une situation d'infériorité avec impossibilité de se défendre, sans ressources, c'est-à-dire celui qui souffre d'exclusion. Et il y est contraint par la violence, par des circonstances naturelles ou pis encore, par l'indifférence, l'intolérance, voire la haine. Devant cette situation, il est juste d'identifier les causes pour agir avec la compétence nécessaire. Mais il n'est pas acceptable que pour éviter de s'engager, on se retranche derrière des sophismes linguistiques qui ne font pas honneur à la diplomatie, «art du possible», et la réduisent à un exercice stérile de justification des égoïsmes et de l'inaction.

Il est souhaitable qu'il soit tenu compte de tout cela lors de l'élaboration du *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières* qui est en cours au sein du système des Nations Unies.

4. Entendons le cri de tous nos frères parias et exclus: «J'ai faim, je suis étranger, je suis nu, malade, enfermé dans un camp de réfugiés». Il s'agit d'une demande de justice, et non pas de supplique ou d'une demande de secours. Il est nécessaire de dialoguer dans l'ouverture et la sincérité à tous les niveaux, afin de trouver les meilleures solutions et de parvenir à une relation nouvelle et plus aboutie entre les différents acteurs de la scène internationale, caractérisée par la responsabilité réciproque, la solidarité et la communion.

Le joug de la misère, produit par les déplacements souvent dramatiques des migrants, peut être secoué par une action de prévention faite de projets de développement qui créent du travail et de la capacité de réaction face aux crises climatiques et environnementales. À l'évidence, la prévention est beaucoup moins coûteuse que les effets provoqués par la dégradation des terres et la pollution des eaux, effets qui atteignent les zones névralgiques de la planète où la pauvreté règne en maître, les maladies se multiplient et l'espérance de vie recule.

Les initiatives qui ont été prises sont aussi nombreuses que louables. Cependant, elles ne suffisent pas; il est nécessaire et urgent de poursuivre et de redoubler les efforts déployés et de financer des programmes qui tiennent leurs promesses en matière de lutte contre la faim et la misère structurelles. Mais si l'objectif consiste à favoriser une agriculture qui produise en fonction des exigences réelles d'un pays, alors il est illicite de soustraire les terres cultivables à la population en laissant le *land grabbing* (*accaparement des terres*) continuer à produire ses profits, avec, parfois, la complicité de ceux qui sont appelés à œuvrer en faveur de l'intérêt du peuple. Il faut éloigner la tentation d'agir en faveur de groupes restreints de la population, ainsi que d'utiliser les apports externes de façon inappropriée, en favorisant la corruption ou en l'absence de légalité.

L'Église catholique, avec ses institutions, ayant une connaissance directe et concrète des situations à affronter et des besoins à satisfaire, veut participer directement à cet effort en vertu de sa mission qui la porte à aimer tout un chacun et l'oblige également à rappeler à



ceux qui ont des responsabilités nationales et internationales à leur devoir général de répondre aux besoins des plus pauvres.

Mon souhait est que chacun découvre dans le silence de sa propre foi ou de ses convictions, les motivations, les principes et les apports de nature à impartir à la FAO et aux autres institutions intergouvernementales, la valeur du progrès et du travail infatigable pour le bien de la famille humaine.

Je vous remercie.